



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Communiqué de presse du syndicat Unia

Berne, 13. juin 2024

Martine Docourt, responsable suppléante du département politique du syndicat Unia et Conseillère nationale

Aujourd'hui, nous sommes ici sur la Place fédérale pour dire que nous voulons une valorisation des métiers où travaillent une majorité de femmes. De meilleurs salaires pour vivre, mais aussi car de bas salaires impactent la vie à la retraite. Nous l'avons entendu auparavant, les femmes sont confrontées à de bas salaires, à des inégalités salariales, et ceci tout au long de leur vie professionnelle.

Entre les bas salaires et l'inégalité salariale, elles gagnent en moyenne moins que les hommes, ce qui se traduit par des cotisations plus basses, donc des retraites plus faibles. Beaucoup de femmes interrompent ou réduisent leur activité professionnelle pour assumer des responsabilités familiales, ce qui réduit encore leur capacité à accumuler des rentes adéquates.

Nous sommes appelé-e-s à voter le 22 septembre prochain sur une réforme du 2e pilier qui, sous couvert d'amélioration, fait en réalité encore une fois passer les femmes à la caisse. Cette réforme, loin de garantir des rentes plus élevées pour les femmes comme promis, constitue une véritable arnaque.

Aujourd'hui, nous sommes là pour dénoncer cette nouvelle injustice flagrante.

Cette réforme menace de réduire les rentes, touchant de manière disproportionnée les femmes. Payer plus, pour gagner moins !

Pour chaque franc cotisé à l'avenir, les retraites garanties seront inférieures à celles d'aujourd'hui. Les cotisations salariales de nombreuses femmes augmenteront immédiatement, sans garantie d'une amélioration des rentes à long terme.

Les femmes à faible revenu dépendraient toujours des prestations complémentaires après la retraite, car leur couverture par le 2e pilier resterait insuffisante. De nombreuses femmes retraitées vivent déjà dans des conditions précaires. Réduire leurs rentes aggraverait leur situation, augmentant le risque de pauvreté et compromettant leur capacité à mener une vie digne et indépendante.

Pire encore, cette réforme aggraverait la situation financière des femmes pendant leur vie active. Avec des cotisations plus élevées, elles disposeraient de moins d'argent avant la retraite, ce qui

pourrait rendre encore plus difficile la gestion de leurs finances quotidiennes. Cette réforme ne fait rien pour résoudre le problème crucial de la compensation du renchérissement. Les rentes des caisses de pension continueront à perdre de la valeur, érodant encore davantage le pouvoir d'achat des retraité-e-s.

Il est essentiel que toute réforme intègre des mécanismes pour reconnaître et valoriser le travail non rémunéré effectué par les femmes. Cela pourrait inclure bonification pour les périodes de soin ou des ajustements pour les carrières interrompues.

Des mesures doivent être prises pour réduire l'écart salarial entre les genres, afin que les femmes puissent cotiser davantage et bénéficier de rentes plus élevées à la retraite.

Toutes les femmes doivent pouvoir bénéficier d'une retraite digne, pas seulement celles qui ont de bons salaires. Nous nous sommes engagé-e-s auprès d'autres femmes de ce pays avec le lancement d'un manifeste pour nous opposer à cette réforme injuste. Nous devons œuvrer ensemble pour des rentes LPP qui respectent et valorisent les contributions de toutes et tous, et qui garantit à chacune et chacun une retraite digne.

Ainsi, nous disons non à cette arnaque qu'est la réforme de la LPP !